

Grand Paris : le Val-de-Marne aussi s'inquiète du choix de Duflot

Extrait de la newsletter de Ville, Rail et Transports du 25 mai 2012

Le président du conseil général du Val-de-Marne, Christian Favier (Front de Gauche), a mis en garde le 25 mai contre toute "remise en cause" du projet du Grand Paris, s'inquiétant du choix de l'écologiste Cécile Duflot pour porter ce dossier au sein du gouvernement. "Avoir confié ce dossier essentiel pour l'avenir de la Région capitale à une ministre présidente d'un groupe qui ne l'a pas soutenu à la Région n'est pas forcément le meilleur signe donné sur le sujet", a-t-il estimé dans un communiqué repris par l'AFP.

La ministre de l'Égalité des territoires a annoncé jeudi qu'elle allait lancer une concertation "dans les jours qui viennent" avec "tous les acteurs" du projet, assurant agir "sans a priori". Commentaire de Christian Favier : "J'entends et je lis, à l'occasion de la mise en place du nouveau gouvernement, des propos inquiétants sur le devenir de projet de transport du Grand Paris Express". Il poursuit : "Toute remise en cause de ce projet qui a fait l'objet d'un accord unanime entre l'État, la Région Ile-de-France et les huit départements franciliens, serait incompréhensible pour nos concitoyens et funeste pour nos territoires". Rappelons que le Val-de-Marne est depuis l'origine en pointe dans le projet de métro automatique.

Rappelons que le Val-de-Marne devait être le premier bénéficiaire du Grand Paris Express dont l'arc sud (de Pont de Sèvres à Noisy-Champs) qui reprend dans ses grandes lignes le projet Orbival porté par le Val-de-Marne, devait être mis en service en 2018.

Grand Paris Express : tout retour en arrière serait incompréhensible et inacceptable

Conseil Général du Val-de-Marne - 25/05/2012



J'entends et je lis, à l'occasion de la mise en place du nouveau gouvernement, des propos inquiétants sur le devenir de projet de transport du grand Paris Express.

Je tiens à le dire de façon très claire. Toute remise en cause de ce projet qui a fait l'objet d'un accord unanime entre l'Etat, la Région Ile-de-France et les huit départements franciliens, serait incompréhensible pour nos concitoyens et funeste pour nos territoires.

Je m'y opposerai donc avec force.

En effet, l'accord conclu le 26 janvier 2011 et le vote unanime du conseil de surveillance de la Société du Grand Paris le 26 mai 2011, représentent pour le Val-de-Marne, ses habitants et ses forces vives l'aboutissement d'années d'action avec ORBIVAL pour obtenir une amélioration nette des conditions de déplacement. Trois lignes de métro et dix-sept nouvelles gares viendraient irriguer notre département à partir de 2018.

C'est vital pour la qualité de vie des populations et déterminant pour l'avenir économique des entreprises.

Comme est également vitale la mise en oeuvre du plan de mobilisation pour les transports, et notamment la modernisation des RER auquel nous entendons activement contribuer. Sur ma proposition et avec le soutien de tous les élus de gauche, le Conseil d'administration du STIF vient d'adopter un vœu demandant que de nouvelles recettes fiscales leur soient affectées. La mise en oeuvre de ce vœu est pour moi une priorité.

Grand Paris Express et plan de mobilisation sont donc deux projets complémentaires et doivent avancer de concert. C'est essentiel pour l'avenir de la région capitale et pour celui de ses habitants. C'est essentiel également pour la croissance, indispensable pour sortir notre pays de la crise.

Il faut maintenant que chacun des partenaires tienne les engagements financiers qu'il a pris.

Il ne peut donc être question de revenir d'un centimètre en arrière.

D'autant que le travail technique engagé par la SGP et le STIF en lien permanent avec les collectivités locales avance vite et permet d'envisager sérieusement un démarrage des travaux dès 2014 en Val-de-Marne.

Certes, ainsi que je l'avais dénoncé, le pilotage de ce projet nécessiterait d'accorder une place plus grande aux collectivités locales. C'est la raison qui m'avait conduit en juillet 2011 à présenter ma candidature à la Présidence du Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris.

Pour autant les évolutions nécessaires de la gouvernance du Grand Paris ne doivent en rien ralentir le chantier du métro que nos concitoyens attendent depuis trop longtemps.

Je viens de le dire à Jean-Marc Ayrault, premier Ministre dans un courrier que je lui adresse pour lui faire part des sujets prioritaires à traiter en Val-de-Marne pour concrétiser le changement voulu majoritairement par les Val-de-Marnais.

J'ajoute qu'avoir confié ce dossier essentiel pour l'avenir de la Région capitale à une Ministre présidente d'un groupe qui ne l'a pas soutenu à la Région n'est pas forcément le meilleur signe donné sur le sujet.

J'entends donc, avec tous les élus val-de-marnais, avec les acteurs économiques, institutionnels et sociaux, avec les populations être particulièrement vigilant et déterminé à n'accepter aucun retour en arrière sur les trois lignes de métro desservant le Val-de-Marne.

Christian Favier - Sénateur - Président du Conseil général - du Val-de-Marne